

## Editorial 47

Hubert Védrine

IFM, 10 mai 2014

La commémoration de l'événement déclencheur du génocide rwandais, le 6 avril 1994, ainsi que l'hommage aux victimes ont été tristement marqués par la relance d'attaques injustes, infondées et haineuses contre la France. Elles ont été le fait du président rwandais Paul Kagamé et de ses relais, prenant Paris par surprise. Comme si, sur la défensive, il avait à nouveau besoin de boucs émissaires; ces accusations violentes visant sans doute à détourner l'attention et à masquer la responsabilité du FPR dans la guerre civile du fait de l'attaque déclenchée en 1990.

Face à cette « falsification de l'histoire », selon le mot d'Alain Juppé, rappelons que la France – le président Mitterrand – a été le seul pays au monde à mesurer dès 1990 le risque de guerre civile et d'engrenage meurtrier au Rwanda. Le seul, avec la Belgique, à s'engager militairement pour aider à stopper cette offensive et, grâce à cet engagement, à faire pression sur les protagonistes, Hutus et Tutsis, afin de les obliger à accepter un compromis politique et à partager le pouvoir - et non à « soutenir le régime » ! C'est cette politique qui aboutit finalement, grâce notamment à Alain Juppé, aux accords d'Arusha de l'été 1993. Enfin, notre pays a été le seul – par décision de François Mitterrand, d'Édouard Balladur et d'Alain Juppé

– à envoyer une force (l'opération Turquoise), avec l'accord du Conseil de Sécurité, pour sauver des vies. Ceci à un moment où l'impuissance et la lâcheté de la « communauté internationale » face au génocide alors en cours étaient avérées.

Vingt après, la France est paradoxalement le seul pays qui fait l'objet de telles attaques ! Pourquoi ? Peut-être le président Kagamé veut-il détourner l'attention des affirmations de plusieurs de ses anciens proches (ancien chef des services secrets et ancien chef d'Etat Major) selon lesquels il aurait personnellement commandité l'attentat de 1994 ? Certains d'entre eux ayant d'ailleurs été assassinés ou victimes de tentatives d'assassinats sur le territoire sud-africain ; Pretoria affirmant avoir les preuves de l'implication du Rwanda dans ces faits.

On aimerait que les procureurs médiatiques ou autres, auto-désignés, fassent l'effort de lire les explications, réponses et réfutations maintes fois apportées, depuis la mission d'information Quilès, qui avait recueilli des dizaines de témoignages et obtenu la déclassification de milliers de documents secret défense – une première ! – explications constamment enrichies depuis.

Le désir de savoir et de comprendre est légitime. Il sera sans doute salutaire qu'il y ait à l'avenir un travail

historique international impartial sur les événements de 1990-1994 (comme Paul Quilès l'avait proposé) sur la base des témoignages des protagonistes et des archives. Mais par leurs attaques et leurs soupçons systématiques contre la seule France, les sophistes (que les faits, comme les analyses sévères des autres pays africains, RDC, Afrique du Sud, sur le Rwanda, ont l'air d'indifférer) n'y aident pas!

\*

Nos lecteurs et trouveront, par

ailleurs, dans ce numéro plusieurs articles très intéressants : deux entretiens (Paul Chaput, pour la sortie de son livre *La France face à l'initiative stratégique de R. Reagan et Antoine Laurus*, autour de son roman *Le Chapeau de Mitterrand*), un article sur le « tournant de la rigueur » vu de Bretagne et de Normandie et le bel hommage rendu par Laurent Fabius à notre ami Jean-Claude Colliard si foncièrement bienveillant, si courageux face à la maladie, et qui ne laisse que des regrets.